

La BEI, membre fondateur du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée

tiré à part



La Banque européenne d'investissement a lancé le 9 octobre dernier, conjointement avec la Banque mondiale, les gouvernements égyptien, français, jordanien, libanais, marocain et tunisien et la Ville de Marseille, le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CIM).

par Henry Marty-Gauquié,
Représentant du Groupe BEI à Paris

Les membres fondateurs et partenaires du CIM à l'issue de l'Assemblée générale constitutive. Au premier plan : Shamshad Akhtar, vice-présidente de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) à la Banque mondiale et Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI.

Le Centre répond à l'ambition des acteurs du développement, tant internationaux que des pays du nord et du sud de la Méditerranée, d'unir leurs efforts pour participer conjointement à la modernisation des politiques publiques dans les secteurs prioritaires du développement chez les pays partenaires méditerranéens.

Les champs d'intervention du Centre comprennent une quinzaine de programmes

d'assistance technique répartis entre cinq secteurs couvrant :

- le développement spatial urbain ;
- le développement durable et la prévention du changement climatique ;
- les transports et la logistique ;
- le capital humain : compétences, emploi et mobilité des travailleurs, y compris les jeunes ;
- l'économie de la connaissance : soutien à l'innovation et aux PME.



Un outil innovant, agissant en « réseau de réseaux »

La création du CIM, inauguré à Marseille le 9 octobre dernier, est novatrice à plus d'un titre : d'une part, parce qu'elle *mutualise les efforts des acteurs du développement* en Méditerranée sur ces sujets de première importance ; d'autre part, parce qu'elle *démultiplie la réflexion en rassemblant des expertises très diverses et complémentaires* : les acteurs financiers du développement en Méditerranée – européens, multilatéraux et bilatéraux – dialogueront sur ces questions avec les institutions des pays partenaires en charge des politiques publiques, les réseaux universitaires spécialisés dans l'économie du développement (tels que le FEMISE, l'ETF, l'UniMed, etc.), les organisations des Nations unies (telles que le Fonds pour l'environnement mondial, le PNUD, le PNUE et le PAM, l'ONUDI, etc.) et la société civile, dont les organisations représentatives des milieux d'affaires et des collectivités territoriales.

Au total, ce sont une vingtaine de partenaires qui participent, en agissant en « réseau de réseaux », à la réalisation des programmes de recherche et d'assistance technique menés par le Centre.

Enfin, et c'est sans doute le plus important, les pays partenaires qui le souhaitent (cinq,

actuellement, et potentiellement d'autres) sont pleinement associés non seulement à l'identification des actions, mais aussi à leur mise en œuvre, ce qui donne au partenariat incarné par le CIM une nouvelle dimension, gage d'une relation plus équilibrée et plus féconde.

La BEI impliquée dans 6 activités

Membre fondateur du Centre, la BEI est impliquée directement dans la réalisation de 6 des 15 programmes figurant à l'agenda du Centre. Ainsi, elle assume la direction des trois programmes suivants :

- la rénovation urbaine patrimoniale (dans le cadre de son initiative « Médinas 2030 »),
- l'organisation du système logistique de transports en Méditerranée (dans le cadre de son initiative « Logismed »),
- le financement de l'innovation et le soutien aux politiques de développement des parcs scientifiques (en prolongement de son expérience forgée sur le projet « Technopoles de Tunisie »).

Parallèlement, la Banque contribue activement à trois autres programmes que sont : la planification et le développement des transports urbains durables, dirigé par l'Agence française de Développement (Afd) ; l'appui aux politiques de formations professionnelle

et de base, conduit par le réseau FEMISE¹ ; les politiques soutenables de gestion de l'eau, mis en œuvre par l'Afd.

Une gouvernance légère pour une période expérimentale de 3 ans

Plateforme multipartenariale d'assistance technique, le CIM est créé pour une période expérimentale de 3 ans (2009-2012), à l'issue de laquelle une évaluation indépendante éclairera la décision des membres fondateurs sur la forme et le contenu futurs des activités du Centre.

Doté d'une structure légère de coordination et de gouvernance des activités, le Centre a pour organe suprême un conseil d'orientation stratégique composé de 12 personnalités éminentes de la société civile et des milieux institutionnels des pays du sud et du nord de la Méditerranée. Ce conseil est animé par la coprésidence du ministre Abdelhamid Triki, secrétaire d'État à la coopération internationale à l'investissement étranger de Tunisie, et de M. Philippe de Fontaine Vive, vice-président de la BEI. ■

¹ Dans le cadre du partenariat renforcé signé entre la BEI et ce réseau le 7 juillet dernier.

